



Langon ville de cœur, Langon cœur de ville ! La vitalité de la ville de Langon attire toujours plus de nombreux habitants, commerçants et entreprises. Grâce à sa centralité, notre ville offre de nombreux services publics. Ce dynamisme nous rend fiers, mais il nous oblige aussi. Il nous oblige à être à la hauteur de vos attentes, à être digne de la confiance que vous nous avez accordée. C'est le choix de l'exigence, de la rigueur et de l'engagement sincère. Cela nous oblige à rester fidèle à nos valeurs. Dans un monde qui change, parfois brutalement, parfois trop vite nous devons rester ancrés dans ce que nous sommes, responsables, engagés en travaillant sur le présent et en préparant l'avenir.

Aujourd'hui Langon accueille chaque jour dans ses écoles, ses équipements sportifs ou culturels toujours plus d'habitants de Langon, mais aussi de notre communauté de communes (CDC). Sur les associations langonnaises, 80 à 90% des licenciés viennent des communes avoisinantes. Nous en sommes très contents et continuerons à soutenir le milieu associatif. En revanche, nous ne pouvons plus

assumer 100% des charges financières liées à des équipements ou structures qui sont fréquentées par 10 à 20% de Langonnais. Ainsi, dans une optique de rééquilibrage, nous avons approché les services et élus de la CDC afin de solliciter leur participation financière à des dépenses de fonctionnements (la piscine municipale par exemple) ou des dépenses d'investissements (réaménagement de l'axe Jules Ferry prévu en juin). Les premiers échanges ont été très productifs et nous ont permis de trouver des points d'accords.

C'est dans ce sens que nous continuerons à travailler, en cherchant une plus juste répartition des charges de centralité de notre ville avec les communes voisines. D'autres voies peuvent être explorées, par exemple la mutualisation de services entre les différentes communes. C'est aussi cela préparer l'avenir, c'est imaginer le futur d'une nouvelle collaboration à l'échelle du territoire.

Le groupe de la Majorité municipale

La politique foncière et immobilière de la commune de Langon ressemble à celle pratiquée dans beaucoup trop de villes en France.

Pendant des décennies, on a encouragé l'investissement locatif par différentes stratégies fiscales (Méhaignerie, Périssol, Besson, De Robien etc...) au nom de la relance du logement.

On a transféré ainsi une grande partie de la politique du logement sur les épaules du particulier. Ceux qui ont répondu à l'appel sont aujourd'hui taxés lourdement par les prélèvements sociaux et la fiscalité locale notamment. Comme si cela ne suffisait pas, on a encadré les loyers, interdit la location de courte durée et mis en place le permis de louer qui alourdit la gestion administrative des investisseurs.

Le discours ambiant décrit souvent les propriétaires comme des accapareurs ou des profiteurs alors qu'ils ont souvent investi avec effort, endettement et responsabilité. C'est une véritable rupture du pacte de confiance, de la parole publique et une trahison du principe de sécurité juridique.

Cette distorsion entre la temporalité politique électorale et celle de l'investissement (de 15 à 25 ans) conduit à un désengagement des investisseurs privés. On assiste dans certaines zones à un blocage du marché locatif et à un délabrement de l'offre existante, faute de marges pour entretenir ou rénover.

Paradoxalement, tout ceci aboutit à un accroissement de la crise du logement que l'Etat et les communes prétendaient combattre.

À l'origine de ces distorsions, on trouve la suppression de la taxe d'habitation sans qu'on ait pu imaginer une ressource de substitution, beaucoup de communes ont donc utilisé comme palliatif l'augmentation des taux de la taxe foncière.

Mais ne fallait-il pas aller chercher la compensation ailleurs, par exemple dans la baisse des dépenses de fonctionnement ?

Didier Sendrès pour la liste Langon Ensemble 2020

À Gaza, la guerre d'extermination se poursuit. La mort rôde partout et tout le temps. Et les dirigeants européens en sont encore à faire semblant de se demander si Israël respecte ou non les droits humains ! En Ukraine, Poutine et Trump nous font du grand cinéma autour de la paix, mais la guerre n'en finit plus. Bien d'autres régions du monde sont ravagées par la guerre : en République démocratique du Congo, au Soudan, au Mali, où des millions de femmes et d'hommes ont été tués et des millions d'autres déplacés. Et quel peut être l'avenir pour l'humanité quand les bruits de bottes se multiplient et que l'on s'enfoncé toujours davantage dans la crise économique et la catastrophe climatique ?

Mais pour les maîtres du monde, le principal est que les affaires continuent. Et elles prospèrent ! ! Le grand casino de la finance bat son plein. Les Arnault, Michelin, Bolloré, Musk, Bezos, Zuckerberg ont mille et un projets pour faire fructifier leurs fortunes. ArcelorMittal supprime des emplois en France, mais il investit un milliard de dollars dans les

Celtics de Boston, une équipe de basket américaine !

Ce sont eux qui dirigent l'économie ! Ce sont leurs laquais, à la tête des États, qui prétendent dire ce qui est bien et ce qui est mal, et décider de la paix et de la guerre. Il ne faut pas l'accepter !

L'humanité a les moyens de supprimer la misère depuis déjà longtemps. À l'échelle de la planète, les moyens de vivre dignement, sans que quiconque craigne de manquer, existent. Le progrès continu de techniques et des connaissances devrait permettre à tous de s'épanouir sans avoir à exploiter ou dominer quiconque.

En 1789, les paysans et le petit peuple des villes ont trouvé le courage, la force et l'organisation de détrôner la classe de parasites qui vivait à Versailles. Ils ont construit une nouvelle société abolissant les privilèges de naissance.

Ce sont les privilèges de l'argent qu'il faut désormais supprimer. Et seul le monde du travail pourra l'imposer.

Jean-Philippe Delcamp pour la liste Lutte Ouvrière